

*Province de Liège*

**BULLETIN PROVINCIAL**

*Périodique*

---

**Sommaire**

*Pages*

**N° 10 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 1<sup>er</sup> mars 2020 relatif à diverses mesures prises  
en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19.*

**42**

**N° 10 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 1<sup>er</sup> mars 2020 relatif à diverses mesures prises en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19.*



Gouverneur de la province de Liège

**ARRÊTÉ DE POLICE**

**Le Gouverneur de la province de Liège**

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1<sup>er</sup>, e) ;

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en son article 11 tel que modifié par l'article 165 de la loi du 7 décembre 1998 ;

Vu l'article 128 de la loi provinciale du 30 avril 1836 ;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, et en particulier son article 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et notamment son article 27 §1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté de police du 14 janvier 2021 prenant diverses mesures relatives aux événements, à la prostitution, à la consommation d'alcool et aux commerces décidées en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que représente le nouveau coronavirus pour la population belge dans son ensemble et de la province de Liège en particulier ;

Vu les décisions du Comité de concertation du 26 février 2021 de maintenir les règles relatives aux contacts sociaux ;

Vu les décisions des Gouvernements wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles en date du 23 octobre 2020 ;

Vu les décisions du Gouvernement de la Communauté germanophone en date du 12 janvier 2021 ;

Vu les décisions prises lors de la réunion de la cellule de crise provinciale en date des 23 octobre 2020 et 24 février 2021 ;

Vu le rapport du RAG (Risk Assessment Group) du 24 février 2021 ;

Considérant que la Belgique se trouve en phase de lockdown et que le virus demeure largement répandu en Wallonie, ce qui implique qu'une extrême prudence reste de mise ;

Considérant que les mesures visant à réduire les risques de propagation du coronavirus doivent respecter le principe de proportionnalité et s'adapter aux réalités locales ;

Considérant que les contaminations sont manifestement favorisées par des comportements ignorant les gestes et mesures barrières ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement, que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes ou plus souples n'est jamais exclu ;

## **ARRÊTE**

### **Section 1 : Dispositions**

#### **Sous-section 1 : Evénements**

**Article 1<sup>er</sup>** – Les activités en groupe de type hobby, ainsi que tous les événements à caractère récréatif, qu'ils soient, entre autres, festifs, culturels ou folkloriques, organisés par les villes et communes ou soumis à déclaration, voire autorisation des autorités communales sont interdits. Ne sont pas concernées par cette disposition les activités expressément autorisées par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020.

#### **Sous-section 2 : Prostitution**

**Article 2** – Le travail du sexe est interdit. Les salons de prostitution, clubs libertins et bars à hôtesse sont fermés.

#### **Sous-section 3 : Consommation d'alcool dans les espaces et voies publics**

**Article 3** – La consommation d'alcool sur la voie publique et dans les espaces publics est interdite.

### **Section 2 : Exécution**

**Article 4** – Les autorités communales et les services de police, visés par le présent arrêté, sont chargés de veiller à son application.

**Article 5** – Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et reste d'application jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2021 inclus. Il sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

**Article 6** – Les infractions au présent arrêté sont punissables, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs, d'une peine de prison de 8 à 14 jours ainsi que d'une amende de 26 à 200€ ou d'une seule de ces peines. Le maximum de la peine peut éventuellement être doublé si les contrevenants agissent en bandes.

**Article 7** – Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié par courriel.

1° Pour disposition :

- a. Aux Bourgmestres de la province de Liège, chargés de l'afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b. A Messieurs les Chefs de corps des zones de Police locale de la province de Liège ;
- c. A Messieurs les Directeurs coordinateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen ;
- d. A Madame le Procureur du Roi d'Eupen ;  
A Monsieur le Procureur du Roi de Liège.

2° Pour information :

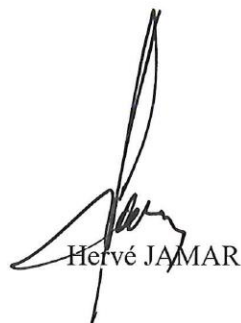
- a. Au Premier Ministre ;
- b. A la Ministre fédérale de l'Intérieur ;
- c. Au Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d. Au Ministre-Président de la Région wallonne ;
- e. A la Ministre de la Santé de la Région wallonne ;
- f. Au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- g. Au Centre de Crise national ;
- h. Au Centre de Crise régional ;
- i. Au Collège provincial de Liège.

**Article 8** – Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

### **Section 3 : Dispositions finales et abrogatoires**

**Article 9** – Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté de police du 14 janvier 2021 prenant diverses mesures relatives aux événements, à la prostitution, à la consommation d'alcool et aux commerces décidées en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

Fait à Liège, le 1<sup>er</sup> mars 2021



Hervé JAMAR



## POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, insbesondere des Artikels 5, § 1, Buchst. e;

Aufgrund der von der WHO am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, in seinem Artikel 11, abgeändert durch Artikel 165 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998;

Aufgrund von Artikel 128 des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Noteinsatzplanung und die Bewältigung von Notsituationen auf kommunaler und provinzieller Ebene und über die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern, insbesondere Artikel 28;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 12. Januar 2021, insbesondere Artikel 27 § 1;

Aufgrund des Polizeierlasses vom 14. Januar 2021 mit dem verschiedene Maßnahmen betreffend Veranstaltungen, Prostitution, Alkoholkonsum und Handelsgeschäfte getroffen wurden, um die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 einzudämmen;

Aufgrund des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Verwaltung einer internationalen Gesundheitskrise;

Aufgrund der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die gesamte belgische Bevölkerung und besonders für die Provinz Lüttich darstellt;

Aufgrund der Beschlüsse des Konzertierungsausschusses vom 26. Februar 2021, die Regeln in Bezug auf die sozialen Kontakte beizubehalten;

Aufgrund der Beschlüsse der Wallonischen Regierung und der Regierung der Föderation Wallonie-Brüssel vom 23. Oktober 2020;

Aufgrund der Beschlüsse der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. Januar 2021;

Aufgrund der Beschlüsse, die in der Sitzung des provinziellen Krisenbüros am 23. Oktober 2020 und 24. Februar 2021 getroffen wurden;

Aufgrund des Berichts der RAG (Gruppe Risikobewertung) vom 24. Februar 2021;

In der Erwägung, dass Belgien sich in der Lockdown-Phase befindet und dass das Virus in der Wallonie immer noch weit verbreitet ist, weshalb äußerste Vorsicht geboten bleibt;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die darauf abzielen, das Risiko der Ausbreitung des Coronavirus zu verringern, den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit bewahren und an die lokalen Gegebenheiten angepasst sein müssen;

In der Erwägung, dass die Ansteckung offensichtlich durch Verhaltensweisen begünstigt wird, bei denen Barrieregesten und -maßnahmen ignoriert werden;

In der Erwägung, dass die Gesundheitslage regelmäßig bewertet wird; dass dies bedeutet, dass eine Rückkehr zu strengeren oder flexibleren Maßnahmen nicht ausgeschlossen ist;

## **ERLÄSST DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH**

### **Abschnitt 1: Bestimmungen**

#### **Unterabschnitt 1: Veranstaltungen**

**Artikel 1** – Die Ausübung von Hobbys in Gruppen sowie alle Veranstaltungen mit Freizeitcharakter, ob festlich, kulturell oder folkloristisch, die von den Städten und Gemeinden organisiert werden oder der Anmeldung bei oder der Genehmigung der Gemeindebehörden unterliegen, sind verboten.

Nicht betroffen von dieser Bestimmung sind Aktivitäten, die durch Ministeriellen Erlass vom 28. Oktober 2020 ausdrücklich erlaubt wurden.

#### **Unterabschnitt 2: Prostitution**

**Artikel 2** – Sexarbeit ist verboten. Prostitutionssalons, Swingerclubs und Hostessenbars sind geschlossen.

#### **Unterabschnitt 3: Alkoholkonsum im öffentlichen Raum und auf öffentlicher Straße**

**Artikel 3** – Der Konsum von Alkohol auf öffentlicher Straße und im öffentlichen Raum ist verboten.

### **Abschnitt 2: Ausführung**

**Artikel 4** – Die von vorliegendem Erlass betroffenen Gemeindebehörden und Polizeidienste sind beauftragt, für seine Anwendung zu sorgen.

**Artikel 5** – Vorliegender Erlass tritt sofort in Kraft und ist bis einschließlich 1. April 2021 wirksam. Er wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

**Artikel 6** – Zuwiderhandlungen gegen vorliegenden Erlass sind aufgrund von Artikel 1 des Gesetzes vom 6. März 1818, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Juni 1934 und 14. Juni 1963 betreffend Übertretungen von Verwaltungsvorschriften strafbar und werden geahndet mit einer Gefängnisstrafe von 8 bis 14 Tagen und einer Geldstrafe von 26 bis 200 € oder nur einer dieser Strafen. Die Höchststrafe kann eventuell verdoppelt werden, wenn die Zuwiderhandelnden in Banden handeln.

**Artikel 7** – Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und per E-Mail notifiziert:

1. zur weiteren Veranlassung an:

- a. die Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
- b. die Korpschefs der lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- c. die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
- d. die Prokuratorin des Königs in Eupen, den Prokurator des Königs in Lüttich.

2. zur Information an:


- a. den Premierminister,
- b. die föderale Ministerin des Innern,
- c. den föderalen Minister der Volksgesundheit,
- d. den Ministerpräsidenten der Wallonischen Region,
- e. die Ministerin für Gesundheit der Wallonischen Region,
- f. den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- g. das nationale Krisenzentrum,
- h. das regionale Krisenzentrum,
- i. das Provinzkollegium von Lüttich.

**Artikel 8** – Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können per Antrag beim Staatsrat, 33 Rue de la Science, 1040 Brüssel oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/> binnen einer Frist von 60 Tagen ab Notifizierung dieses Erlasses gemäß den koordinierten Gesetzen über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 einreicht werden.

### **Abschnitt 3: Schluss- und Aufhebungsbestimmungen**

**Artikel 9** – Vorliegender Erlass hebt den Polizeierlass vom 14. Januar 2021 auf, mit dem verschiedene Maßnahmen betreffend Veranstaltungen, Prostitution, Alkoholkonsum und Handelsgeschäfte getroffen wurden, um die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 einzudämmen, und ersetzt diesen.

Lüttich, den 1. März 2021



Hervé JAMAR